



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



Revue de presse

28 juillet 2016

La présentation de la Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union Européenne à l'IEP Ampandrana et la conférence organisée par le mouvement « Fanavotana ny firenena » dominant l'actualité de ce jour. Si cette intervention de la Délégation de l'UE lui a permis de s'exprimer davantage sur la situation politico-sociale actuelle, le nouveau mouvement de contestation joue la carte « apolitique » et de la médiation, en appelant à la tenue d'une table ronde.

Economie et société

## LE MOUVEMENT « FANAVOTANA NY FIRENENA » INTERPELLE LE CHEF DE L'ETAT

Après les politiciens de l'opposition, qui se sont réunis au sein du mouvement « Mitsangàna ry Malagasy » et les journalistes, au sein du « Mouvement pour la liberté d'expression », c'est autour des syndicalistes et de la société civile d'interpeller les autorités et le Chef de l'Etat en particulier pour un dialogue et ce, à travers la mise en place d'un mouvement dénommé « Fanavotana ny firenena », traduit littéralement « le salut de la Nation ». Ainsi la fédération des syndicats « Afo sendikaly » et les associations chrétiennes de l'église catholique ont tenu une conférence de presse, hier, à l'hôtel Panorama Andrainarivo, pour communiquer bien évidemment sur la création de leur mouvement et surtout, pour faire part de leur revendication qui repose principalement sur la concrétisation du dialogue entre les autorités et les forces vives de la Nation, sous la forme d'une conférence nationale. Les intervenants ont précisé qu'il s'agit en réalité d'une réponse à l'appel de la plateforme « Justice et Paix », le 15 juillet dernier, concernant la nécessité de la tenue d'une table ronde nationale pour trouver une issue non violente à la situation actuelle. Les différentes interventions ont par ailleurs dénoncé l'attitude du régime qui continue d'ignorer les cris de détresse de la population et les appels au dialogue ainsi que la mauvaise gouvernance et le manque de transparence dans la gestion des affaires nationales. Pour ce faire, des dossiers brûlants actuels ont été évoqués et « l'arrogance » des tenants du pouvoir dans la gestion des différents mouvements syndicaux dénoncés. L'attention a également été portée sur « l'impunité » des personnalités dirigeantes dont certaines sont impliquées dans des affaires de corruption en haut lieu. Une requête a pourtant déjà été déposée auprès du BIANCO mais est restée sans suite. Par ailleurs, la mise en place de nouvelles « structures de l'Etat pour résoudre définitivement les véritables problèmes du pays » a été réclamée, une initiative qui s'apparente, selon les quotidiens, à une « Convention du 31 octobre bis », en référence à la convention ayant abouti à la Transition de 1991. (Les Nouvelles p.2, Midi Madagasikara p.11, L'Express de Madagascar p.5 ; La Gazette de la Grande île p.7 ; Tia Tanindrazana p.3, L'Observateur p.3)

- Les membres du mouvement « Fanavotana ny firenena » ont réitéré que leur initiative se veut apolitique et par conséquent, ont demandé aux politiciens de ne pas y participer. Pourtant, une grande majorité de l'assistance est composée des personnalités politiques réunies au sein du mouvement « Mitsangàna ry Malagasy », pour ne citer que Omer

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*Beriziky, Sylvain Rabetsaroana, Beza Seramila ou encore Manantsoa Victor. (Les Nouvelles p.3, Tia Tanindrazana p.2)*

- **L'Express de Madagascar** rapporte que les journalistes du « Mouvement pour la liberté d'expression » font figure de parties constituantes de ce mouvement dénommé « Fanavotana ny firenena », en référence notamment à la présence de Soava Andriamarotafika parmi les intervenants (p.5) Pourtant, **Midi Madagasikara** précise que les journalistes ayant participé à cette conférence l'ont fait en leur nom personnel dans la mesure où l'Assemblée générale tenue dans la matinée a décidé que le mouvement ne s'impliquera pas dans cette initiative des syndicats et de la société civile (p.11)
- Si les meneurs du mouvement syndical réfutent fermement une visée politique dans leur initiative, **Madagascar Laza** soutient le contraire en rapportant la déclaration d'une source avisée selon laquelle il s'agit de la première étape pour aboutir à la formation d'un gouvernement de consensus, pareillement à la convention du 31 octobre 1991 et qu'un mouvement populaire figure dans cette stratégie. Par ailleurs, le quotidien qualifie les journalistes membres du mouvement en tant qu' « anti-régime » (p.3)
- L'article de **La Gazette de la Grande île** sur le sujet semble renforcer la présence d'une ambition politique derrière ce mouvement « Fanavotana ny firenena ». Il qualifie effectivement les différentes entités de « forces politiques » et met en exergue le passage de la missive, lançant un appel aux politiques de rejoindre le mouvement pour le redressement de la Nation (p.3)
- **Madagascar Matin** apporte des précisions quant aux entités constituant réellement le mouvement « Fanavotana ny firenena », à savoir le regroupement syndical Afo Sendikaly, l'association Fiaraha-miantan'ny kristianina, la commission Justice et Paix de l'église catholique, quelques journalistes du mouvement pour la liberté d'expression, le syndicat des enseignants FRAM et l'association « Vona Fitiavan-tanindrazana » réunissant les représentants de la population de Soamahamania. Le quotidien rapporte également le projet du mouvement de descendre dans les 22 régions du pays afin de sensibiliser la population à sa cause (p.2)
- **La Vérité** rapporte que la tenue de la table ronde dénommée « Dinika ho Fanavotam-pirenena » est prévue pour la fin du mois d'août pour peu que le Président y réponde favorablement. La Communauté internationale serait par ailleurs prête à soutenir la concrétisation de cette rencontre (p.3)
- Les membres du mouvement ont déclaré qu'il s'agit de la dernière opportunité pour le Chef de l'Etat pour dialoguer avec les forces vives de la Nation (**Tia Tanindrazana p.3**)
- Dans une interview accordée à **L'Observateur**, le politicien de l'Opposition Toavina Ralambomahay estime que ce mouvement « Fanavotana ny firenena » est la preuve que les Malgaches n'ont plus confiance qu'à la société civile. Il estime par ailleurs que la table ronde réclamée s'apparente aux demandes antérieures des politiciens : « Vérité et Réconciliation » et « Sommet des 4 élargi » qui n'ont d'ailleurs pas abouti (p.2)

## NOUVEAU CODE MINIER, SOUMIS POUR ADOPTION MALGRE LES INTERPELLATIONS ?

Les Nouvelles (p.17) et Midi Madagasikara (p.2) ont publié un article, pratiquement

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



similaire, interpellant l'opinion sur le sort du nouveau Code minier ou plus précisément, du projet de loi portant réforme du Code minier. Ce projet de texte serait effectivement prévu d'être examiné pour adoption par les parlementaires lors de la prochaine session ordinaire alors que de nombreux questionnements restent en suspens, d'autant plus qu'il s'agit d'une loi qui régira un secteur stratégique pour le développement de Madagascar. Ces quotidiens ont d'ailleurs fait remarquer que la dernière version du texte est la 8.3, pour attester de la difficulté d'aboutir à un texte consensuel, pertinent et dépourvu d'anomalies. Ces deux journaux se sont ainsi interrogés sur les dispositions relatives au Fonds Souverain Minier et sur la mise en place de la société nationale des Mines. L'utilisation du Fond souverain, qui vise à assurer la bonne gestion « intergénérationnelle » des recettes de l'exploitation minière, n'est effectivement pas clairement définie légalement et par conséquent, il sera difficile de prévenir toute initiative de détournement par les dirigeants. Pour ce qui est de la Société nationale des Mines, les craintes de ces journaux reposent principalement sur le fait qu'il s'agira d'une entreprise d'Etat et en tant que tel, elle risque également de servir de « vache à lait » pour les tenants du pouvoir.

- En raison du fait que le projet de loi portant réforme du Code minier n'est pas encore réellement « abouti », **Les Nouvelles** se demande si ce texte sera encore conçu et adopté à la hâte, en référence notamment au Code de la communication (p.17)
- **Midi Madagasikara** s'interroge également sur le « droit à la priorité » que s'attribue l'Etat dans la répartition des dividendes dès lors qu'il dispose d'une participation gratuite de 10%. Pour le quotidien, il s'agit en quelques sortes d'une insulte à la propriété privée et risque de décourager les détenteurs de capitaux étrangers (p.2)

## Relations internationales

### PRESENTATION DE LA STRATEGIE GLOBALE POUR LA POLITIQUE ETRANGERE DE L'UNION EUROPEENNE A L'IEP

La Délégation de l'Union européenne à Madagascar a procédé à la présentation de la première stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'UE, à l'Institut d'Etudes Politiques à Ampandrana. Selon le Chargé d'affaires par intérim Lothar Jashcke, cette Stratégie globale reprend la vision d'une Europe plus forte et unie, qui agit de concert et utilise les instruments, renforce le multilatéralisme et contribue à la construction d'un monde pacifique. Elle définit également les intérêts de l'Union européenne qui reposent principalement sur la démocratie, la prospérité, la paix et la sécurité. Pour parvenir à ses objectifs, elle préconise une gouvernance mondiale réformée pour répondre aux défis du 21<sup>ème</sup> siècle et favorise les ordres régionaux ainsi que la coopération autant entre qu'à l'intérieur des régions. La première stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne est guidée par 5 priorités, à savoir l'approche intégrée des conflits, la résilience de l'Etat mais également de la société à l'Est et au Sud de l'UE, la gouvernance mondiale au 21<sup>ème</sup> siècle, les ordres régionaux de coopération et bien entendu, la sécurité. A ce propos, l'Union européenne œuvrera pour l'intensification de la sécurité collective de l'Europe notamment face au terrorisme, aux menaces hybrides, au changement climatique et à l'instabilité économique. A noter que cette présentation a été suivie par une discussion sur la diplomatie européenne, ayant vu la participation du Doyen de la Faculté DEGS de l'Université d'Antananarivo et du président de l'IEP David Rajaon (**Les Nouvelles p.2, Midi**

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:







# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



## Madagasikara p.17 ; Madagascar Laza p.2, La Vérité p.3)

- *Le représentant de l'Union européenne est resté évasif quant à la position de l'UE par rapport au climat politique et social sensible qui prévaut actuellement. Le Chargé d'affaires par intérim a en effet indiqué que l'Union européenne continue de soutenir la Grande île et suit de très près l'évolution de la situation mais s'abstient cependant de s'immiscer dans les affaires internes du pays. L'UE reconnaît néanmoins que le climat politique actuel reste fragile et encourage le dialogue entre les parties prenantes afin d'aboutir à une entente (Les Nouvelles p.2)*
- *En réponse à une question sur l'impact d'une éventuelle élection anticipée sur la coopération avec l'Union européenne, Lothar Jashcke a indiqué que cela n'aurait pas d'effet sur son engagement à long terme, concernant notamment les financements pour la lutte contre la pauvreté, pour peu que cette éventualité relève d'un consensus. (Les Nouvelles p.2)*
- *Le Chargé d'affaires par intérim a rappelé que l'Union européenne a grandement contribué à la sortie de crise par la voie des urnes et qu'elle essaie de participer à la mise en place d'un environnement favorable pour les prochaines élections, notamment les scrutins de 2018 (Madagascar Laza p.2)*

### Un peu d'humour



### La Gazette de la Grande île p.2

#### Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)

Mirana RAZAFINDRAZAKA: [mirana.razafindrazaka@eces.eu](mailto:mirana.razafindrazaka@eces.eu)

Site web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne